

ber bas le front aujourd'hui, que cette audacieuse prophétie ait pu se réaliser pour tant d'hommes vos anciens défenseurs!

Proclamons-la, Electeurs libres, éclairés, progressifs! la Maxime: **NOUS VOULONS DESORMAIS ACCORD PARFAIT, HARMONIE ENTRE NOTRE ETAT SOCIAL ET NOS INSTITUTIONS POLITIQUES.** Pour jouir de cette harmonie, qui sans secousses, sans violence, ferait disparaître les anomalies de l'état actuel et les éléments de dissensions et perturbations qui retardent maintenant l'avancement du pays sous tous les rapports, il nous faut avant tout la Législation suivante:

Extension du Principe Electif au Conseil Législatif, et partout où il peut s'appliquer. Le peuple peut tout aussi bien juger directement du choix de ses serviteurs; juges de paix, officiers de milice, etc.; que de le faire par l'entremise du Conseil Exécutif, dont le patronage est une source de corruption très-étendue et dangereuse, et un mal qui menace l'indépendance de l'opinion publique.

Etablissement sur des bases fermes et permanentes d'un Système Municipal parfaitement coordonné, qui ne soit pas sujet à des changements continuels, et qui acceptable au peuple, compris par lui, lui deviendrait bientôt la plus précieuse de ses institutions, la sauvegarde de toutes ses libertés. C'est la Municipalité qui fait la force et la gloire de la Démocratie en Angleterre et aux Etats-Unis, et le Despotisme n'a triomphé sur le Continent européen qu'après avoir détruit la Commune. La Municipalité, c'est l'école politique du Peuple, c'est le temple de sa liberté, c'est la citadelle de ses droits. Sans la Municipalité, la Démocratie ne pourra jamais se maintenir longtemps. Nous ne pouvons trop insister sur son établissement immédiat et perpétuel.

La fondation des Municipalités comporte la Décentralisation du Pouvoir Administratif, Judiciaire, Législatif même. En donnant des privilèges au peuple, elle détruit donc en même temps le vice radical de notre système actuel, en enlevant au Conseil Exécutif son patronage et ses moyens de corruption et d'influence indue sur les employés et l'opinion publique. Les corporations municipales auraient aussi dans le domaine de leurs attributions, une foule d'actes administratifs et de législation locale qui embarrassent à présent un Exécutif honnête, et qui autorisent un Exécutif malhonnête à s'immiscer de mille manières dans les affaires des localités, pour marchander de leurs intérêts.

Mettre la Chambre d'Assemblée à l'abri de la corruption, et rendre au contraire les Ministres vraiment responsables à la Chambre, en défendant par une loi à tout Représentant du Peuple d'accepter aucune charge lucrative de la couronne pendant l'exercice de son mandat, et un an après son expiration, à moins que cette nomination ne soit ratifiée par la réélection. Le scandaleux trafic des consciences parlementaires pendant ces dernières années, par la distribution des places publiques aux Représentants du peuple, plaide assez éloquemment en faveur de l'urgence d'une loi qui y mette un frein.

Extension du Suffrage. Le besoin s'en fait surtout sentir dans nos villes, où beaucoup d'honnêtes ouvriers, de bons pères de famille, tenant feu et lieu, respectables citoyens, sont privés de leur droit de voter aux élections, parcequ'ils paient quelques piastres de moins de loyer que leurs voisins. C'est un fait qu'une proportion très forte de nos citoyens sont ainsi défranchisés dans nos villes; cela ne doit pas être.

Il arrive souvent aussi que l'électeur paisible, qui désire remplir un des plus beaux comme des plus saints devoirs du citoyen, celui de s'approcher du Poll pour y déclarer le candidat de son choix, ne peut le faire sans

être intimidé ou même insulté et frappé par des vagabonds soldés et payés pour violer la franchise électorale par des candidats de minorités qui veulent s'imposer par la force brutale. Il y a un remède simple et efficace à cette plaie de nos élections. C'est le vote par ballot, ou au Scrutin secret. De six mois en six mois, sur toute la vaste étendue des Etats-Unis, des milliers de polls sont ouverts, des millions de citoyens y vont déposer leurs bulletins cachetés contenant les noms de leurs candidats favoris, et jamais vous n'entendez parler d'une émeute, d'une rixe, d'un seul citoyen maltraité, à quelque rare exception, de loin en loin, dans les quartiers qu'occupe la canalille de quelque grande ville maritime.

Voilà des réformes majeures, de la plus haute importance, et dont l'influence bienfaisante se ferait de suite sentir dans notre société. Il y en a d'autres encore, comme un bon système d'instruction élémentaire, d'instruction agricole, la codification des lois, la libre navigation du St. Laurent, et surtout la plus stricte économie dans les dépenses publiques, qui demandent une action prompte et énergique de la part de la Législature.

Il y a une question qui agite vivement l'opinion publique en ce moment. Il n'est pas étonnant que la population d'une province surchargée déjà d'une dette aussi considérable que la nôtre, témoigne de l'émotion et de l'inquiétude lorsqu'elle voit un parlement expirant, prêt à rendre son mandat à un peuple qui lui retire sa confiance, oser au nom de ce peuple qu'il ne représente déjà plus, contracter un nouvel engagement qui finirait par redoubler sa dette, et la léguerait comme un don fatal aux générations de ses enfants. Les amis du progrès, le veulent en matière d'industrie et de commerce aussi bien que d'institutions politiques, et en hommes vraiment PRATIQUES ils se réjouissent des entreprises nombreuses de chemins de fer qui sont commencées et qui vont bientôt sillonner notre beau pays dans toutes les directions; lorsque ces routes relient ensemble les parties éloignées de notre territoire, et tendent à faire de cette province la grande route de communication et de transport entre les ports de mer sur l'Atlantique et nos vastes lacs de l'intérieur et les nouveaux états qui se forment rapidement dans la riche vallée du Mississipi. Ils savent que les Chemins de Portland, de Québec et Richmond, de Champlain, de La Chine et Plattsburg, de l'Ouest et Huron et Simcoe, de Prescott et Bytown, de Bytown et Montréal, seront profitables pour leurs actionnaires et d'un immense bénéfice au colon, à l'agriculteur, au commerçant. Ils ont hâte de voir compléter cette chaîne entre Montréal et Toronto. Mais ils ne veulent point, ils protestent, ils répudient la folie ou la trahison du Ministère qui voudrait faire construire aux dépens du Canada, pour les besoins militaires de l'Angleterre, un Chemin de fer d'Halifax, qui nous coûterait à plus basse estimation Seize Millions de piastres, et dont les recettes ne suffiraient pas à faire face aux dépenses d'entretien. C'est une monstruosité dont le dernier ministère s'est rendu coupable, et dont le ministère nouveau a l'air de vouloir prendre à son tour la responsabilité. A vous, Electeurs, ici encore, à décider si vous permettez cet attentat contre vos intérêts.

Je termine, Concitoyens. Que les Electeurs du Canada fassent leur devoir, à cette époque critique et délicate; et notre patrie rentrera dans sa carrière naturelle, dans sa condition normale, sa Démocratie prendra graduellement, paisiblement, son développement légitime; et elle deviendra bientôt l'égal en bonheur, en prospérité, et en contentement, des heureuses républiques voisines.

L. J. PAPINEAU.

Petite-Nation, 24 Novembre 1851.